

N° 50, novembre 1992

**DANS CE NUMERO**

**\* INTRODUCTION**

Michael Czerny, S.J., Rome

**\* L'APOSTOLAT SOCIAL**

Afrique francophone et Madagascar

**\* COMMENTAIRE sur**

***"Les Exercices Spirituels et la transformation sociale"***

Daniel María Agacino, S.J., Uruguay

**\* INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS?**

Une question qui vient du Canada

**\* NOUVELLES**

---

C.P. 6139 - 00195 ROMA - ITALIE  
39-6-687 9283 (fax)

## INTRODUCTION

Une introduction ne devrait pas s'ouvrir de cette manière, néanmoins je vous demande de m'excuser pour le retard de publication de ce numéro de Promotio Justitiae. Il s'agit de donner des explications plutôt que de trouver des excuses: le travail et les voyages qui ont été nécessaires pour me rendre plus familier le Secrétariat de la Justice sociale ont vu les mois passer les uns après les autres...et la revue est passée au second plan. A l'avenir j'essaierai de faire paraître PJ plus régulièrement tous les deux ou trois mois.

Le service de la foi et la promotion de la justice couvrent une série impressionnante d'activités: action sociale, organisation, projets de développement et d'éducation populaire, droits de l'homme et recours aux tribunaux - ce qui implique recherche, rédaction, courrier et consultations - et réclame à son tour réflexion, évaluation, planification et stratégie. Si cela est vrai pour des projets particuliers et des institutions, ce l'est bien plus encore pour de plus larges mouvements sociaux ou ce que l'on appelle parfois "civic society".

La réflexion est une dimension permanente de tout ministère de justice sociale, mais à certains moments elle exige une halte pour réfléchir plus en profondeur. De même la Compagnie de Jésus dans son ensemble a besoin de reconsidérer "la réponse qu'aujourd'hui la Compagnie est appelée à donner aux défis apostoliques de notre temps".

En rappelant cette année les lettres de charge *ex officio* à lui envoyer, le P. Général demande comment l'Eglise et la Compagnie peuvent "dans un monde déjà changé et encore changeant, annoncer l'Evangile d'une manière nouvelle et avec un zèle renouvelé". Quelques jours plus tard, il écrivait en stimulant les jésuites à préparer la future Congrégation Générale de telle manière que "la Compagnie soit plus à même de répondre aux nouveaux enjeux de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui".

Une analyse nouvelle doit être faite, au niveau local et régional de même qu'au niveau international. Le Père Général écrivait à toute la Compagnie le 27 septembre dernier:

Le peuple de Dieu vit un moment de *kairos* - un moment de grâce au milieu de crises graves et de grandes promesses. Le monde est travaillé conjointement par des forces d'union et de division. Au cri d'une libération pour la personne humaine en tant de domaines répond une impuissance de fait à mettre fin à tant de formes d'esclavage parmi nous.

Une Congrégation Générale devrait relancer le travail apostolique urgent dans lequel nous sommes engagés - et non le diminuer ou nous en distraire. Au contraire sa préparation, son déroulement et l'application de ses résultats devraient nous rendre plus conscients des exigences apostoliques urgentes du monde qui nous entoure, que ce soit dans une oeuvre qui déjà existe ou dans un projet nouveau.

Dans ce numéro de Promotio Justitiae, le rapport sur l'apostolat social en Afrique francophone et à Madagascar est précisément un modèle d'une sorte de "diagnostic", c'est-à-dire une analyse en vue d'un progrès! - qui est nécessaire pour inventorier ce que nous faisons (et manquons de faire) "dans un monde déjà changé et encore en changement". Dans ses grandes lignes le rapport peut être adapté à des situations fort différentes de celles de l'Afrique francophone. Par exemple la 4e section fournit une série de questions sur les différents ministères dans lesquels des jésuites sont engagés. Comment chacun d'entre eux pourrait-il servir mieux la foi et promouvoir la justice?

En juillet dernier un séminaire interdisciplinaire s'est tenu en Colombie pour étudier les effets du modèle économique du marché libre. On y proposait le thème: "Le nouveau panorama mondial et les projets d'économie et de société pour l'Amérique latine: Défi à la justice". Le séminaire, qui portait le nom du regretté César Jerez, s'est tenu à Zipaquirá en Colombie du 6 au 11 juillet 1992. Le rapport final circule déjà en espagnol, mais n'a pas encore été traduit en anglais ou en français. Un commentaire intéressant du document final du séminaire nous est parvenu du Brésil:

Il semble que l'analyse du modèle néo-libéral a été très bonne et profonde. Le problème de la "recherche d'une alternative" reste pour nous un grand défi. Personnellement je crois qu'il est difficile dans la situation actuelle de pouvoir trouver des alternatives à partir du niveau plus théorique de la réflexion et sur le plan global (national/international) de l'action. Je crois qu'il est nécessaire de mettre plutôt en valeur les nouvelles initiatives concrètes, quitte ensuite à réfléchir sur celles-ci.

"Prenons d'abord des alternatives concrètes" c'est la réaction qui vient d'un peu partout. Par exemple l'auteur de la Lettre du Canada dans le dernier numéro de PJ présente ici une question bien ciblée sur les alternatives, un moyen de partager "le défi du choix évangélique prioritaire des pauvres dans un contexte socio-économique nouveau" comme le citait le Père Général.

Dans le n°48 de PJ le Père M. Amaladoss, S.J. "*Les Exercices Spirituels et la transformation sociale*" en proposant les Exercices Spirituels à des individus paraissait ne pas réussir à préparer des agents du changement social. Ces propositions ont été reprises par le P. Daniel Maria Agacino, S.J. de la maison de retraites Manresa de Montevideo. D'autres lecteurs de PJ sont invités à prendre part à la discussion. Comment notre héritage spirituel peut-il être utilisé ou adapté pour

former des chrétiens et d'autres personnes activement engagées dans la promotion de la justice sociale?

Le n° 49 de PJ (mars 1992) a provoqué plusieurs commentaires et critiques qui seront publiés dans un prochain numéro. J'espère que ce bulletin continuera à jouer son rôle de véhicule de questions, d'échanges et de réflexions. N'hésitez pas à nous envoyer par la poste ou par fax vos commentaires, questions et suggestions sur la Promotio Justitiae.

# L'APOSTOLAT SOCIAL EN AFRIQUE

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. Objet et démarche de la réunion.<sup>1</sup>

Les Pères Provinciaux des provinces francophones d'Afrique ont décidé, en avril 1991, que les coordinateurs de l'apostolat social de ces trois provinces se réuniraient à Nairobi. Cette réunion devait permettre de répondre aux questions suivantes:

- Les activités sociales de nos provinces et les actions pour la justice et la paix répondent-elles aux besoins des Eglises et de la société?

- Quelles orientations proposer pour l'avenir? En particulier en matière de coordination au niveau des provinces et de l'Assistance? Sur quels thèmes et avec qui?

### 1.2. Perspective d'ensemble

Très vite, les participants de la réunion<sup>2</sup> se sont trouvés d'accord sur deux points.

D'abord, le vocabulaire "secteur social" est très peu satisfaisant. Dans la Compagnie d'aujourd'hui, après le décret 4 de la 32ème Congrégation générale, on ne peut plus considérer l'action pour promouvoir la justice, contribuer à la réinsertion des exclus, développer les milieux et les pays moins avancés, comme une tâche à part. Cet engagement, dans la réflexion et dans l'action, constitue une dimension fondamentale de notre mission d'évangélisation. Tous les secteurs d'apostolat sont concernés, aussi bien celui de l'enseignement, que celui des maisons de retraites et des paroisses. Le salut annoncé n'est pas simplement individuel; il est aussi social: c'est le Royaume de Dieu. Cette conviction nous a amenés à élargir notre réflexion à l'ensemble de la mission d'évangélisation.

---

<sup>1</sup> Nairobi, les 7, 8, 9 et 10 février 1992.

<sup>2</sup> Les Pères Jacques Couture (Madagascar), Richard Erpicum (Afrique Centrale) et René Roi (Afrique de l'Ouest) se sont retrouvés à Nairobi du 7 au 10 février 1992. Après avoir fait l'inventaire des principales réalisations sociales des trois provinces, ils ont élaboré le rapport qui suit. Ils ont invité quelques scolastiques à exposer leur propre analyse de l'activité sociale des provinces. Leurs conclusions ont été exposées au Père Matungulu, provincial de la Province d'Afrique Centrale, avant la rédaction définitive.

Ensuite, nous avons délibérément axé notre réflexion sur l'avenir. Nous avons bien sûr commencé par une analyse de ce qui se vit et se fait dans la société comme dans la Compagnie. Nous sommes d'ailleurs conscients de ne pas disposer d'une information exhaustive. Il nous a paru plus important d'approfondir notre réflexion sur ce qui devra et pourra être fait.

## 2. LA CRISE A MADAGASCAR ET EN AFRIQUE

Nos pays traversent une crise sans précédent. C'est dans ces pays qu'il nous faut mener notre mission d'évangélisation. Il importe de relever les principales dimensions de cette crise. Il y a, bien sûr, beaucoup d'éléments positifs, mais nous avons surtout voulu mettre en relief les aspects les plus dramatiques de la situation.

### 2.1. Au plan économique

La situation de la plupart de nos pays est catastrophique. Le chômage, des jeunes surtout, l'insuffisance des moyens et infrastructures de communication (routes, etc.) la dépendance alimentaire, les problèmes de gestion, la pression démographique, l'échec des projets de développement, le poids de la dette extérieure, le caractère inégal et injuste des relations économiques Nord-Sud semblent rendre illusoire l'espoir de développement qui s'était éveillé après les indépendances.

### 2.2. Au plan social

Nos sociétés évoluent dans le sens d'une inégalité croissante entre riches et pauvres. Ces derniers subissent de plus en plus la pression des maladies, de la malnutrition; ils n'ont plus droit à un enseignement valable. Leur situation est rendue plus misérable par les catastrophes naturelles (sécheresse, sida). Le nombre des réfugiés engendrés par les guerres de tout genre ne cesse d'augmenter.

### 2.3. Au plan politique

Un fort courant vers la démocratie traverse l'Afrique et Madagascar. Les peuples veulent rejeter la dictature et la corruption. Cette évolution entraîne des violences. Le pouvoir en place se défend. On peut se poser des questions: Y aura-t-il seulement changement des hommes au pouvoir, ou bien vraiment participation du peuple aux décisions? Le modèle de démocratie proposé n'est-il pas "importé"? On sait ce que l'on rejette: sait-on ce que l'on veut?

### 2.4. Au plan juridique

Dans la plupart de nos pays, le respect des droits de l'homme n'est pas encore un acquis. Le sort des prisonniers, politiques surtout, blesse la dignité humaine. Les tribunaux fonctionnent mal. Pauvres et riches ne sont pas jugés de la même manière. Souvent, on ne peut parler d'Etat de droit.

### 2.5. Au plan culturel

Au lendemain des indépendances, une juste revendication pour le respect des valeurs culturelles propres s'était exprimée. Elle n'a pas toujours été prise en compte. En même temps, on perçoit davantage l'incompatibilité de certaines traditions avec un vrai développement

(sorcellerie, oppositions ethniques...) sans pour autant vouloir identifier le développement avec le modèle occidental.

#### 2.6. Au plan religieux

A côté d'une vie chrétienne authentique, on voit se développer des formes d'expression religieuse plus ambiguës: religiosité coupée du réel, sectes. Dans certains pays, l'Eglise a beaucoup de mal à se situer dans cette société en crise.

#### 2.7. En conclusion

Au terme de ce tableau très sommaire, nous sentons qu'il n'est pas possible de se disputer sur les responsabilités respectives. Les pays du Nord ont leur part: domination économique, influence politique, impérialisme culturel. En même temps, les pays d'Afrique et de Madagascar, indépendants depuis trente ans, ne peuvent tout rejeter sur l'étranger. Ce qui importe surtout, pour nous tous, c'est de nous sentir maintenant solidairement responsables de l'avenir.

### **3. REPONSES A DONNER A CETTE CRISE**

Devant le tableau inquiétant présenté ci-dessus, on pourrait être tenté de se décourager. Comment ne pas se sentir impuissant devant tant de problèmes? Pourtant non! Nous devons savoir que nous sommes responsables de ce que seront l'Afrique et Madagascar dans vingt ans et qu'il nous faut trouver les chemins du changement.

#### 3.1. Les deux conditions du changement

Madagascar et l'Afrique sortiront de la crise le jour où seront mises en place des structures démocratiques, permettant à chacun d'exprimer son opinion, de choisir librement ses dirigeants, assurant aussi le contrôle de ceux qui exercent le pouvoir.

L'efficacité de ces structures démocratiques ne sera réelle que si nos pays disposent d'hommes qualifiés et conscientisés, intellectuellement capables d'analyser les problèmes et de trouver des solutions, moralement assez forts pour préférer le bien commun, la justice et l'attention aux plus pauvres, à leurs propres intérêts personnels.

Dans la mesure où ces deux conditions seront remplies, nous pourrons tout espérer pour nos pays. Dans la mesure où nous contribuerons à la réalisation de ces deux conditions, nous apporterons un réel espoir à nos pays.

#### 3.2. Rôle de l'Etat

Dirigé par de tels hommes, l'Etat démocratique aura à définir et à mettre en oeuvre des politiques adéquates de développement, de formation, de communication, de santé. Il aura à orienter les investissements là où ils seront utiles au bien commun. Dans une société de liberté, il sera le garant du respect de la liberté de tous, même de celle des plus faibles.

### 3.3. Rôle de la Société civile

La société civile, lieu de l'initiative et de la communication, sera composée d'associations, de communautés engagées, d'entreprises dynamiques, formées par des citoyens conscientisés à leurs responsabilités sociales. C'est de cette société civile que sortiront les actions de développement qui seront d'autant plus efficaces que la concertation et la communication seront mieux assurées.

Cette dynamique sociale ne sera pas seulement orientée vers le développement des auteurs de ces initiatives. Elle prendra en compte la promotion de la justice, en particulier en assurant systématiquement la réhabilitation des exclus (les plus pauvres, les handicapés de tous genres...).

### 3.4. Rôle de l'Eglise et de la Compagnie

Dans cette société démocratique, l'Eglise ne fait pas nombre avec l'Etat et la Société civile, pas plus qu'elle n'est en compétition avec eux. Elle est "sel de la terre", "lumière du monde", laissant à l'Etat et à la société leur pleine responsabilité, mais éclairant, formant, interpellant... La Compagnie de Jésus, cellule d'Eglise, trouvera aisément sa place, car son charisme est, en grande part, la formation de l'homme.

### 3.5. Conclusions

Cette vision d'une société démocratique, dont la dynamique sociale refuse d'exclure mais vise à réhabiliter les plus pauvres, peut paraître un rêve. Elle est notre "utopie" chrétienne; sa valeur est d'orienter notre engagement quotidien dans ce monde où le Christ veut, avec nous, construire son Royaume.

## **4. CONSTAT - LES "ACTIVITES SOCIALES" DE LA COMPAGNIE**

Le vocabulaire qui est habituellement utilisé, quand nous parlons "d'apostolat social" ou "d'activités sociales", manifeste une conception très discutable de notre mission. Si nous voulons être fidèles au décret 4 de la 32ème Congrégation générale, il faut affirmer résolument, à notre avis, que la mission évangélique de la Compagnie, qui est de travailler à l'avènement du Royaume, c'est-à-dire à la promotion de la foi et de la justice dans tous les milieux, et spécialement parmi

les plus défavorisés, implique que toutes les activités jésuites ont une dimension sociale.

A la lumière de ce décret 4, nous avons examiné:

- ce que font les Jésuites dans nos trois Provinces;
- quelles attitudes sous-jacentes apparaissent souvent;
- quelle est la formation reçue, qui peut expliquer telle ou telle de ces attitudes.

Il ne s'agit évidemment pas de porter des jugements péremptaires, mais d'essayer de repérer, à travers oeuvres, styles d'action et modes de formation, les lacunes et les insuffisances, en vue d'un meilleur service de tous.

4.1. Nous formons, spécialement dans nos collèges, des hommes et des femmes dont la compétence est généralement reconnue. Peut-être leur manque-t-il souvent un degré de conscientisation plus élevée, en regard des problèmes de société auxquels ils sont ou seront confrontés.

Nous formons bien des élites qualifiées. Il faudrait qu'elles soient davantage conscientisées.

4.2. La spiritualité dispensée dans nos centres de retraites, basée sur les Exercices, est en soi excellente.

Est-elle suffisamment orientée vers l'analyse des réalités sociales et l'engagement chrétien dans la Cité?

4.3. Beaucoup d'entre nous sommes engagés, avec beaucoup de compétence et de générosité, dans des oeuvres sociales parfois de grandes dimensions.

Est-ce que notre collaboration, entre nous, avec les laïcs, avec d'autres organismes, avec les autres Eglises ou confessions, est vraiment suffisante?

4.4. Il y a encore, actuellement, une prépondérance de fait des jésuites expatriés, en majorité âgés, dans la plupart de nos activités.

La participation des jésuites nationaux, à l'élaboration des projets selon leurs conceptions, n'est pas assez développée.

4.5. Est-ce que, malgré nos efforts d'inculturation, les valeurs et les réalités culturelles, africaines et malgaches, sont suffisamment prises en compte? (gestion du temps, importance des rythmes, rites sociaux, langues...)?

4.6. Il y a des "Projets de Province", ou au moins des réflexions en commun sur l'avenir et le développement de nos activités. Les objectifs sont souvent définis. Mais pas toujours les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre. Il en résulte que ces projets de Province risquent de ne pas être vraiment opérationnels.

4.7. L'individualisme des Nôtres est sans doute lié en partie à notre charisme! Cependant il rend difficile la collaboration entre nous. Il n'y a sûrement pas assez d'échanges d'information, pas assez de concertation. Souvent, on parle de "l'oeuvre d'un tel" comme d'une "chasse gardée".

Il faudrait multiplier les lieux et les instruments de concertation.

4.8. Notre style de vie n'est-il pas, au moins dans certaines communautés, en contradiction avec la réalité sociale du peuple avec lequel nous vivons? Comment, en particulier, traitons-nous notre propre personnel?

4.9. La formation des jeunes, dans les scolasticats, est-elle suffisamment "incarnée"? Le lien entre l'enseignement donné et les réalités économiques et sociales est-il toujours suffisamment explicité, tout au long de la formation? Les différentes disciplines - Bible, théologie, philosophie - communiquent-elles entre elles, et avec les sciences sociales?

4.10. Pour les jésuites engagés dans l'apostolat, on peut se demander si chacun ne s'enferme pas souvent dans sa spécialité ou son domaine, sans plus se laisser interroger et remettre en cause par les évolutions de la pensée et des réalités politiques, économiques et sociales du monde où il vit.

Y a-t-il un effort suffisant de "formation permanente" par l'étude personnelle, les sessions, les recyclages?

## 5. ORIENTATIONS ET PROPOSITIONS

### 5.1. ORIENTATIONS

Pour mieux répondre encore aux défis posés par les sociétés où nous vivons, il faut, semble-t-il, orienter nos efforts dans trois directions principales: formation, action, concertation.

#### 5.1.1. FORMATION DES NOTRES

- Pour les jeunes, il nous faut continuer d'aller dans le sens d'une formation de plus en plus ouverte et intégrée.

· ouverte aux réalités sociales, depuis le noviciat jusqu'au théologat et au 3ème an. (Par exemple, cours d'économie politique et de gestion; sessions d'analyse des réalités sociales; lecture de la Bible, des grands auteurs philosophiques et théologiques en relation avec les problèmes de société; lien entre Exercices spirituels et engagements dans la société.)

· intégrée, assurant une communication vivante entre les différentes disciplines (théologie biblique, dogmatique, morale, spirituelle, philosophie, sciences humaines et sociales).

- Pour les jésuites dans l'apostolat, nous devons:

· favoriser les rencontres formatrices;  
· multiplier les lieux de réflexion et d'analyse, pour être de plus en plus en prise avec les réalités (locales, nationales, internationales).

#### 5.1.2. ACTION

- Notre effort prioritaire sera, en collaboration avec les laïcs, de développer "formation, conscientisation, recherche" dans tous domaines. Il s'agit d'aider chacun à prendre ses responsabilités de citoyen engagé au service de la justice et du développement.

- Cette formation doit se faire partout: collèges, maisons de retraites et centres spirituels, mouvements, communautés de base, paroisses, centres de formation professionnelle, centres de formation rurale, instituts sociaux...

- Nous devons aussi lancer des projets "modèles de développement", qui respectent les valeurs et réalités culturelles de nos pays, ainsi que des activités significatives au service des plus démunis.

#### 5.1.3. CONCERTATION

Développons au maximum, en tenant compte des contraintes, toutes les possibilités d'échanges et de rencontre: sessions, publications, bulletins, Fax... entre:

- jésuites d'une même Province  
· jeunes / anciens;  
· ceux qui travaillent dans des domaines différents;

- jésuites, prêtres, religieuses, laïcs;
- jésuites des différentes Provinces.

## 5.2. PROPOSITIONS

5.2.1. Au niveau de l'Assistance, il serait intéressant que la réunion prévue en 1993 sur "l'apostolat social en Afrique" rassemble, en plus des coordinateurs sociaux et de certains compagnons directement engagés dans les activités sociales, certains Pères-Maîtres, un formateur de Kimwenza et un autre de Nairobi, et quelques représentants des centres spirituels.

5.2.2. A l'intérieur de chaque Province, organiser des rencontres entre jésuites qui travaillent dans le secteur social, en ouvrant ces rencontres à des jeunes compagnons et à des jésuites engagés dans d'autres secteurs.

5.2.3. Que la commission Formation, à l'occasion de ses réunions, étudie l'implication des problèmes de développement dans la formation.

5.2.4. Que la Province organise une session "Foi et Développement" réunissant des responsables de différents secteurs: collèges, maisons de retraites, mouvements, catéchèse, paroisse, action sociale, en prenant soin d'y inviter aussi des laïcs.

5.2.5. Qu'on suscite en différents lieux des groupes de laïcs pour réfléchir sur les problèmes de société et nos responsabilités de chrétiens à la lumière de l'évangile.

5.2.6. Que les coordinateurs sociaux collaborent davantage à "Promotio iustitiae" et aux bulletins de Province, et assurent, dans les médias de nos pays, une présence régulière sur "Foi et Développement".

5.2.7. Que chaque communauté jésuite veille à respecter la justice dans la gestion de son personnel.

5.2.8. Que chaque Province s'assure de la présence d'un ou plusieurs jésuites dans les organismes de défense des droits de l'homme, comme "Justice et Paix", "Ligue des droits de l'homme", Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT) et soutienne, quand c'est nécessaire et opportun, des actions pour promouvoir la justice.

5.2.9. En regard de sa mission d'évangélisation par la promotion de la foi et de la justice, que chaque Province identifie un Projet au service d'exclus de la Société (prisonniers, malades, sidéens, lépreux, enfants de la rue...), en y consacrant les ressources humaines nécessaires, en impliquant l'ensemble de la Province par une participation des uns et des autres, selon les possibilités (novices, scolastiques, frères, pères).

5.2.10. Pour renforcer chez tous les compagnons leur sens de la responsabilité en matière de pauvreté, que l'on poursuive l'effort déjà engagé pour une formation sérieuse en gestion et comptabilité.

-----

## A PROPOS de l'ARTICLE "Les EXERCICES et la TRANSFORMATION SOCIALE"

Daniel María Agacino, S.J.

Il est évident que, à mon avis, l'article<sup>3</sup> apporte une contribution valable. Cependant je me permets de présenter quelque critique à ses propositions principales, en indiquant aussi une solution alternative. Cette réponse n'est pas le résultat de la réflexion d'une équipe, mais son contenu a été approuvé par plusieurs jésuites.

### 1. Deux aspects fondamentaux de valeur indubitable dans l'article

Les personnes individuelles peuvent, en tant que telles, provoquer, animer, orienter un changement social, mais sont absolument incapables de le mener à bien, si elles ne travaillent pas en groupe. Ou, ce qui revient au même, seul un groupe peut obtenir un changement social effectif, lorsqu'il est d'accord sur la nécessité de créer un mouvement social.

De plus, l'article montre à l'évidence une connaissance parfaite du développement de la dynamique de groupe.

### 2. La proposition de l'auteur

Il présente la possibilité d'une extension des Exercices au mouvement social, comme une aide au processus de promotion des groupes responsables du changement. Pour le dire avec les paroles mêmes de l'auteur, "nous pouvons explorer les possibilités d'Exercices de groupe qui aident à rendre présent le défi prophétique de l'Evangile (...) à travers la vision créatrice et l'édification de la communauté, pour animer un mouvement populaire."

L'argumentation en faveur de cette proposition se base sur la constatation évidente que la conversion d'un individu ou même de plusieurs ne mène pas automatiquement à un changement des structures sociales. Et on affirme que les Exercices peuvent former, modeler et animer un groupe,

---

<sup>3</sup> Article du P. M. Amaladoss, S.J. publié sur *Promotio Justitiae* 48 (1991), 10-13.

en y ajoutant une dynamique de transformation sociale. Dans cette hypothèse, le rôle des Exercices consistera à les étendre au groupe, sans les limiter à stimuler et animer les personnes à se convertir à Dieu et à s'engager apostoliquement. Parce que cette réduction - affirme l'auteur - "ne semble pas suffisante pour promouvoir une transformation sociale et culturelle."

### 3. Quelques observations sur cette proposition

Tout d'abord il ne faut pas prétendre que les Exercices de S. Ignace doivent servir directement à obtenir un objectif qui n'est pas le leur. L'expérience spirituelle que propose S. Ignace concerne expressément et clairement le changement du coeur et non des structures sociales, comme le recherchent les mouvements qui tendent à ce but. Ce changement du coeur (le centre de la personne, selon le concept biblique) concerne ceux qui doivent se montrer capables d'être motivés pour travailler au changement social jusqu'à risquer leur propre vie. Saint Ignace et ses compagnons (et tant d'autres depuis quatre siècles) ont été des rénovateurs radicaux des structures ecclésiales et sociales, grâce au dynamisme intérieur des Exercices pratiqués sans y avoir ajouté une dynamique de transformation sociale.

Mais, en second lieu, avec tout le respect que j'ai pour l'auteur, je considère que sa proposition change la dynamique interne des Exercices; car le but des Exercices Spirituels est la préparation de la personne non pas à une rénovation sociale concrète, mais à discerner spirituellement la meilleure manière de la réaliser actuellement. Etant donné que l'essentiel des Exercices est de configurer au Christ celui qui fait les Exercices, l'Homme pour les autres, qui s'est engagé à fond pour la cause concrète des hommes, prétendre autre chose des Exercices est en changer la nature. Un texte de la 32ème Congrégation Générale est fort éclairant à ce sujet:

En même temps, aujourd'hui comme hier, il ne suffit pas - même si c'est nécessaire - de travailler à la promotion de la justice et à la libération de l'homme au seul plan social ou à celui des structures. L'injustice doit être atteinte par nous dans sa racine, qui est dans le coeur de l'homme: il nous faut donc travailler à transformer les attitudes et tendances qui engendrent l'injustice et alimentent les structures d'oppression.<sup>4</sup>

Voilà ce que font les Exercices. Pour réaliser directement un changement social, il existe d'autres moyens alternatifs.

Bien plus. Il est entendu que l'aide que l'auteur indique comme pouvant être offerte par les Exercices n'est pas le but spécifique des Exercices et peut être obtenu de la même manière par d'autres types de retraite spirituelle différente de la méthode ignatienne.

---

<sup>4</sup> C.G. 32, Decret 4, no. 32.

En effet l'approfondissement spirituel des perspectives ouvertes par un mouvement social, son intériorisation, ses motivations et l'engagement correspondant peuvent s'obtenir par d'autres méthodes spirituelles. D'autre part les mystères du Christ destinés à découvrir les valeurs essentielles ne sont pas obligatoirement connus par la dynamique des Exercices Spirituels. Ils ne parlent pas non plus de la connaissance intérieure typique des Exercices. Il suffira que le groupe arrive à se connaître de la manière qui correspond au but poursuivi. Tout au plus peut-on parler de la contemplation ignatienne, mais sans qu'il y ait obligation de la réaliser dans le cadre des Exercices spirituels. Finalement ce que l'auteur appelle les "modèles symboliques" comme les "deux étendards" ou les "binaires", de même que le "théâtre populaire" que l'auteur propose, qui serait suivi de moments de prière en groupe, ne semblent pas plus réclamer l'exigence d'un cadre et d'une pratique comme celle des Exercices.

#### 4. Une proposition alternative

La promotion d'un mouvement social qui se révèle nécessaire pour obtenir un changement effectif des structures pourra parfaitement être réalisé par un type de retraite de groupe, dans laquelle on applique la méthode de la dynamique de groupe et tout l'ensemble des techniques spécifiquement destinées à la pédagogie et à la formation de groupe et de communauté.

Dans ce sens, avant et après le Concile Vatican II, on peut signaler comme spécialement efficaces les Exercices pour un Monde meilleur avec une dynamique essentielle de dialogue de groupe alternant avec de la prière en commun et proposés par le P. Lombardi pour promouvoir explicitement le renouveau communautaire de l'Eglise. Deux cours étaient proposés entièrement pénétrés de la méthodologie de groupe des Exercices:

- un cours sur "Personne, Dialogue, Communauté"
- un cours sur "Nouvelle figure de la paroisse"<sup>5</sup>

Dans une autre ligne, mais avec aussi une méthodologie de groupe, on offre en Argentine et en Uruguay ce qu'on appelle "Encuentros o Convivencias en Cristo" à base d'instructions à caractère sociologique, sur la doctrine sociale de l'Eglise, le discernement, des représentations du type de "théâtre populaire", prière en groupe, etc.<sup>6</sup>

En conclusion, il me paraît souhaitable que les Exercices continuent à maintenir leur spécificité originale (l'"indifférence", le "discerne-

---

<sup>5</sup> Movimento per un Mondo migliore, via San Saba 9, 00153 Roma.

<sup>6</sup> Responsable à Buenos Aires: P. Alberto Ibáñez Padilla, S.J., Callao 542, Buenos Aires, 1022.

ment spirituel personnel", le processus de réforme de la personne individuelle, les longs moments de prière solitaire, la conversion personnelle et l'amitié personnelle avec Jésus-Christ.), comme expérience de transformation d'amour et de service. Tout ceci n'empêche nullement que, dans les Exercices, surtout dans les Exercices pratiqués "dans la vie courante", il soit avantageux d'introduire quelque expérience de groupe qui n'altère pas l'originalité de l'expérience personnelle ignatienne.<sup>7</sup> Cependant c'est ce que l'auteur refuse comme inadapté à la "promotion d'une transformation sociale et culturelle."

-----

## INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS?

Des statistiques fiables signalent que les sommes envoyées au Salvador par les réfugiés aux Etats-Unis représentent un total de plus de 700 millions de dollars par an. On dit également que la manière de faire parvenir ces sommes au Salvador par petites quantités ne permet pas de procéder à des investissements et, par conséquent l'argent est dépensé immédiatement. Alors que je suis certain qu'une bonne partie de cet argent sert à satisfaire des besoins urgents, les bruits qui courent me font penser qu'une quantité considérable de cet argent est dépensée en achats superflus, c'est-à-dire, en TV, radio, cassettes, etc..

N'y aurait-il pas moyen de récupérer une partie de ces sommes et de les verser dans des coopératives ou d'autres types d'activités communautaires où elles seraient productrices d'emplois et d'intérêts? Certains types de coopératives, des institutions bancaires ou de crédit ne pourraient-elles être trouvées pour canaliser ces ressources? N'y a-t-il pas moyen de former des communautés pour abandonner une part de ce qu'ils reçoivent à des entreprises de coopérative qui pourraient leur donner des conseils techniques pour investir ces sommes dans des entreprises productives? Ne pourrait-on pas utiliser, comme point de départ, par exemple, des expériences comme celles de Mondragón en Espagne?

Sept cents millions de dollars représentent une grosse somme, c'est à peu près le quart de ce que le gouvernement demande pour l'aide à la reconstruction. Si ces sommes, ou quelque chose d'approchant, sont retenues pendant quelques années, tandis que le processus de paix (il faut l'espérer) se renforce, 15% de cette somme, fruit d'un investissement communautaire ou coopératif pourrait faire une grosse différence

---

<sup>7</sup> Selon ce qui a été reconnu par le récent Congrès International de Loyola (septembre 1991).

dans la vie des gens et leur capacité de prendre conscience d'eux-mêmes et servir d'argument en faveur d'alternatives.

Mettre sur pied pareilles institutions (c'est-à dire des banques, du crédit, etc.) réclame évidemment du dévouement, des connaissances, etc. Cela réclame aussi des chefs de la part de ces gens qui s'organisent en communautés. Ne vaudrait-il pas la peine d'encourager Convergencia<sup>8</sup>, ou des étudiants en économie de l'UCA<sup>9</sup>, ou d'autres à examiner sérieusement cette question? Ici au Canada des réfugiés salvadoriens (qui envoient de l'argent à leurs familles) participant à une récente conférence sur les Nations Unies en Amérique Centrale trouvait cette idée intéressante. Mais qui pourrait organiser pareille institution? Je pense que l'initiative devrait venir avant tout du Salvador.

## NOUVELLES

1) Au début du mois d'août dernier, quelque 90 jésuites et 2 religieuses ont participé à la IVe Rencontre européenne des jésuites en mission ouvrière sur le thème: Une Vision pour Demain" Josep Miralles, S.J. de Barcelone a donné l'exposé principal: "Quel Mouvement Social se dessine dans notre Europe de 1992?", en y analysant les changements intervenus et en déterminant les sujets pour la réflexion apostolique. Ce document, déjà publié en français dans la Lettre des Jésuites en Mission Ouvrière sera repris dans un futur numéro de PJ, probablement en parallèle avec les résultats du Séminaire international "César Jerez" d'Amérique du Sud.

2) Prochaines réunions:

\* En juillet 1993 les jésuites engagés dans le *Mundo Obrero Latinoamericano* se réuniront à Curitiba au Brésil, pour réfléchir sur le thème "Justice et solidarité avec les travailleurs et les classes populaires en Amérique latine". Leur bulletin ENLACE publie des échanges intéressants sur les questions sociales en Amérique latine et en Europe, spécialement en Espagne.

\* En avril les coordinateurs de l'Apostolat social et d'autres personnes engagées dans le ministère social en provenance de toutes les Provinces et Régions d'Afrique se réuniront à Yaoundé au Cameroun, en vue de promouvoir en Afrique la réalisation de la mission foi-justice,

---

<sup>8</sup> Coalition des partis socio-démocrates.

<sup>9</sup> Université Centraméricaine "José Simeón Cañas" à San Salvador.

telle qu'elle est présentée dans ce numéro de PJ et dans un rapport parallèle établi par les jésuites anglophones d'Afrique.

\* EUROJESS (Jésuites d'Europe en Sciences sociales) auront leur rencontre bisannuelle à Gdynia en Pologne à la fin août 1993 sur le thème: Quelles solidarités pour l'Europe de demain?. Ils traiteront de sujets tels que l'immigration, le chômage, les sociétés post-communistes et les relations de l'Europe avec le Sud.

3) De précieuses informations pour qui s'intéresse à la justice sociale et à l'avenir de l'humanité se trouvent dans la publication annuelle du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Rapport Mondial sur le Développement Humain 1992, Paris: Economica.

Promotio Justitiae est publié par le Secrétariat pour la Justice Sociale à la Curie Généralice de la Compagnie de Jésus à Rome.

Promotio Justitiae est disponible aussi en anglais et en espagnol.

Si vous souhaitez recevoir PJ, il suffit de nous communiquer votre adresse.

---

**Editeur: Michael Czerny, S.J.**